

Stephen Sterling*

Vers une « éducation durable »

14 Loin d'être une force de changement au sein de la société, l'éducation en est une fidèle représentation. Dès lors, enclencher une transition vers un développement durable n'est pas à la portée du système éducatif tel qu'il est aujourd'hui conçu, même en y ajoutant une dose d'éducation à l'environnement. Pour aider la société à s'orienter vers la durabilité, l'éducation doit revoir son propos de fond en comble. En commençant par s'ouvrir aux parties de la société qui sont les plus actives à tenter de rendre le développement durable.

Le système éducatif occidental perpétue des comportements non durables. Ces dernières années, il n'a pas aidé la société à s'orienter vers un développement durable. Depuis la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain, à Stockholm, en 1972, de nombreux Appels ont demandé un changement dans l'éducation pour affronter les transformations sociales et la crise environnementale planétaire. A juste titre : en majorité, l'éducation reste largement imprégnée par les valeurs qui sous-tendent un développement non durable.

Préparé pour le second Sommet de la Terre, à Johannesburg, le rapport de l'Unesco sur les progrès accomplis depuis Rio, en 1992, note qu'une bonne part de l'éducation « est loin d'offrir ce qui est requis ». En conséquence, il appelle à une « nouvelle vision » et à « une façon plus approfondie et plus ambitieuse de penser l'éducation » (Unesco, 2002). Loin d'être la solution universelle que les gouvernements et les organisations non gouvernementales (ONG) prônent, l'éducation fait en réalité partie du problème. Autrement dit : avant d'être apte à transformer, l'éducation doit se transformer elle-même.

*L'éducation
pousse à faire
la course
et à consommer*

Revoir le cœur du modèle éducatif

L'éducation ne contribuera pas à construire un monde plus durable et équitable tant qu'elle n'évoluera pas vers une « éducation durable ». Cette expression suggère qu'ajouter au plan d'études des cours sur les écosystèmes, les rapports Nord-Sud ou les énergies renouvelables ne suffit pas : une transition culturelle est nécessaire dans la conception de l'éducation et de l'apprentissage.

Fondée sur une vision plus écologique et relationnelle du monde, une éducation durable placerait les personnes, les communautés et les écosystèmes au centre, serait éthiquement tenable et cultiverait des relations saines dans tous les secteurs d'activité. Elle inclurait – et irait plus loin que – l'éducation « au développement durable » ou « à l'environnement », qui n'existent qu'aux marges d'un modèle éducatif dominant par ailleurs inchangé.

L'éducation étant un processus à long terme, le temps disponible pour sa mutation diminue au regard des tendances globales non durables : épuisement des ressources naturelles, démographie, pauvreté, inégalité, perte de diversité, qualité de vie en baisse. Pour enclencher la métamorphose nécessaire, il faut comprendre quelles sont les barrières qui rendent les avancées difficiles alors qu'elles sont pourtant essentielles.

L'éducation est un sous-système de la société

La rhétorique de l'éducation à l'environnement et, d'une manière générale, « pour le changement » suggère en grande partie que l'éducation peut transformer la société via une simple relation de cause à effet. En réalité, en tant que sous-système de la société, l'éducation est bien plus sujette à l'influence de la société que l'inverse. Dès lors, comment l'éducation peut-elle contribuer au changement social recherché ? Telle est la question décisive.

L'éducation peut se concevoir selon deux modèles. Un modèle « transmissif », dont la finalité est de faire « entrer dans le moule » pour assurer la continuité sociale. Et un modèle « transformatif », qui vise au contraire à susciter le changement culturel. Or, là est la difficulté : puisque la société n'est pas durable, il faut engager une critique de ses présupposés, idées, structures et façons de faire les choses et, en même temps, créer des pratiques durables de penser et de vivre.

L'éducation actuelle est largement conçue pour faire entrer les enfants dans le moule d'une société non durable. Il faut donc la critiquer et, en même temps, renouveler la façon de la penser et de la pratiquer. Aussi, plutôt que de poser la question « Comment l'éducation peut-elle agir sur le comportement des gens pour aller vers la durabilité ? » il faut demander « Comment l'éducation et la société peuvent-elles évoluer vers des modes de vie plus durables en se renforçant mutuellement ? » Cette façon de considérer le problème affirme l'importance clef de « l'apprentissage social », c'est-à-dire des modalités grâce auxquelles l'ensemble d'une société apprend et change.

L'éducation n'est pas neutre

Le fait que cent ans d'éducation occidentale aient aidé à conduire la société à un point critique dans sa relation avec la Terre est bien le signe que quelque chose de profondément vicié gît en elle. Forger une éducation transformée et apte à transformer dépend de la faculté des enseignants à comprendre la nature du « paradigme » dominant de l'éducation et, en parallèle, à élaborer et à articuler

*Stephen Sterling est écrivain et consultant sur l'éducation pour un développement durable, ainsi que tuteur du Programme d'éducation pour la durabilité de l'Université South Bank, à Londres, au Royaume-Uni.



Une éducation faite d'attention à l'égard de la communauté

une alternative convaincante qui peut faire mieux qu'occuper les marges de la pensée et de la pratique de l'éducation en cours. Or, la perception commune, y compris parmi les enseignants, que l'éducation est « sans valeurs » atteste la force de l'emprise du paradigme dominant. Elle barre la route à l'émergence d'un nouveau paradigme.

L'économie guide l'éducation

Les modèles néoclassique et libéral qui ont façonné l'éducation dans les démocraties occidentales au XX^e siècle ont largement cédé face à des modèles néolibéraux qui imposent à l'éducation formelle*, comme aux autres domaines de la vie publique, l'idée du marché, un vocabulaire particulier et certaines pratiques. Avant tout au service de l'économie globale, cette éducation est une réponse « moderne et mécanique » – étroite – plutôt que « postmoderne et écologique » aux défis du temps présent. Nombreux sont ceux qui travaillent sur l'éducation pour un développement durable en négligeant l'influence du raisonnement économique sur l'éducation. Dès lors, leur réponse au défi de la durabilité a toutes les chances d'être superficielle.

D'une façon générale, au lieu d'inciter à faire attention et à préserver, l'éducation pousse à faire la course et à consommer. Toute une panoplie de tests, d'inspections, d'évaluation des résultats de l'enseignement, d'indicateurs de performance et de compétition, auxquels se joignent la désillusion et la croissance des niveaux de stress illustrent la mainmise de valeurs issues du management et de l'économie sur l'éducation. Se perd du coup le sens d'une éducation faite d'attention à l'égard de la communauté, d'engagement et d'objectifs véritables.

Le modèle dominant de l'éducation valorise la croissance, l'individualisme et la consommation propres à la société non durable dans laquelle il baigne. Et il est probable que l'influence accrue du secteur privé et des entreprises sur l'éducation exacerbe ce phénomène. Avec la perspective que la marchandisation et le contrôle de l'éducation aillent plus loin via l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) de l'Organisation mondiale

du commerce (OMC), le défi pour la communauté qui s'intéresse à « l'éducation durable » devient encore plus grand.

Le manque de progrès avec le chapitre « Education, formation et sensibilisation du public » de l'Agenda 21, principal document issu du Sommet de Rio, en 1992, intervient

surtout à ce niveau. Alors que, depuis 1992, l'éducation pour un développement durable reçoit un bon accueil, une étape supplémentaire doit être franchie vers une éducation durable qui intègre et interpelle les limites du paradigme éducatif dominant, à l'instar de la façon dont le développement durable interpelle le paradigme de la « croissance durable ».

Quelques transitions qu'implique une culture de l'éducation durable

Depuis :

- un contrôle par le cursus vers la construction de soi par le cursus
- des connaissances fixes vers la reconnaissance de l'incertitude
- la connaissance abstraite vers la connaissance appliquée et locale
- une expérience cognitive vers la valorisation de l'affectif, du spirituel et du pratique
- l'intellect vers la valorisation de l'intuition et des sentiments
- l'information et les données vers une connaissance plus profonde
- l'enseignement vers l'apprentissage
- les contenus vers les processus
- des styles restreints d'apprentissage vers des styles multiples d'apprentissage
- l'instruction passive vers l'enquête participative et critique
- un apprentissage non critique vers un apprentissage réflexif
- la sélection et l'exclusion vers l'inclusion sociale
- l'éducation formelle* vers l'apprentissage pour la vie
- des spécialistes vers des généralistes chez les enseignants et les élèves
- l'individualisme vers la communauté
- l'isolement institutionnel vers l'engagement social et communautaire
- les disciplines vers l'inter et la transdisciplinarité
- les valeurs instrumentales vers un nouveau sens de l'intégration des éthiques sociale et écologique et la responsabilité
- des valeurs de compétition vers des valeurs de coopération
- des indicateurs de performance quantitative vers des indicateurs de processus qualitatifs
- la valorisation du fait de savoir vers la valorisation du « savoir être »

SSt

Onze pays européens montrent l'exemple

Le moteur européen de l'éducation pour le développement durable s'appelle Baltic 21, groupe de onze pays – Allemagne, Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pologne, Russie et Suède – qui mettent en place un Agenda 21 régional. L'idée même de faire un plan commun pour aller vers le développement durable est très originale. Comme, en plus, l'éducation occupe une place de choix dans cette stratégie, la démarche est carrément inédite.

En 2000, lors d'un Sommet de Baltic 21, les onze ministres de l'Éducation nomment trois groupes de travail sur l'éducation formelle*, non formelle* et universitaire. Sous la direction de la Suède et de la Lituanie, ces groupes sont chargés d'identifier le potentiel des systèmes éducatifs pour contribuer à réaliser le plan régional de développement durable. Constat : dans la majorité des pays, l'environnement fait partie des cursus scolaire et universitaire, mais reste confiné aux aspects scientifiques du problème. De plus, le milieu éducatif ignore largement la notion de développement durable et les enseignants ne disposent ni d'opportunités ni d'incitations pour se former sur ce sujet.

Etablies sur la base de ce diagnostic, les mesures que prévoit le programme d'actions sont assez conventionnelles : les gouverne-

ments s'engagent à donner un signal politique fort en faveur de l'éducation au développement durable, le milieu éducatif doit être mieux formé et le matériel pédagogique plus facilement disponible. Une action se distingue par sa pertinence : les gouvernements prévoient de financer davantage de recherches sur les meilleurs outils pédagogiques pour faire émerger les valeurs et les attitudes nécessaires au développement durable. Chaque pays finance ses efforts et les fonds de l'Union européenne (fonds de cohésion entre pays plus riches et moins riches, fonds alloués à l'éducation et à la recherche) et des pays nordiques constituent un appoint.

Baltic 21 montre l'exemple dans le suivi de la réalisation de ces objectifs. Tous les deux ans, un rapport doit informer sur les progrès accomplis secteur par secteur, y compris dans l'éducation. Pour l'instant, seuls deux indicateurs sont calculés, pays par pays, dans le domaine de l'éducation : le nombre de personnes engagées dans l'éducation formelle ou non formelle. En outre, chaque pays rend compte annuellement du degré d'avancement des mesures arrêtées. D'autres indicateurs pour évaluer le résultat de ces réformes sur le niveau de connaissances et de sensibilisation de la population sont à l'étude

LRD

Des signes d'espoir

L'écologie suggère de nouvelles façons de tenir compte des personnes et du milieu de vie. La société ne manque pas de s'en inspirer pour créer des pratiques originales innovantes. Preuve en est l'importance grandissante de « défricheurs de voies » dans de nombreux secteurs : agriculture durable, réseaux locaux d'alimentation, design écologique, écoconstruction et habitat écologique, régénération communautaire et démocratie participative, économie écologique, consommation responsable, investissement éthique, commerce équitable.

Cette vague saine et forte inclut une bonne part de créativité et d'apprentissages aptes à faire face à la complexité du monde, à affronter les menaces et à saisir les opportunités. Pourtant et bizarrement, l'éducation formelle dans son ensemble reste largement à l'écart de cette évolution qui tourbillonne autour d'elle.

Au XXI^e siècle, l'éducation a besoin de faire peau neuve et de se raccrocher aux apprentissages qui ont lieu dans d'autres secteurs de la société. En fait, il ne s'agit pas tant d'intégrer la durabilité dans l'éducation que d'innover. Cela n'est pas impossible. Onze pays baltiques relèvent le défi : leurs gouvernements lancent une initiative majeure qui considère l'éducation comme l'un des huit secteurs clefs de leur stratégie pour le développement durable. Et ils identifient la durabilité comme un but central des systèmes éducatifs.

Au Royaume-Uni, après de longues années de tergiversations, le Département d'éducation annonce un Plan d'action de développement durable pour l'éducation et les compétences. Durant des décennies, les progrès dans ce secteur ont été la chasse gardée des ONG. Désormais, ils pourraient recevoir l'approbation gouvernementale.

Au niveau international, l'Assemblée générale des Nations unies a déclaré la période 2005-2015 « Décennie pour l'éducation en vue du développement durable ». C'est une étape significative vers l'avant.





Devenir un microcosme d'une société durable

Reste que l'horloge de la non-durabilité tourne et que le danger demeure qu'une forme « sûre » et neutre d'éducation pour un développement durable s'accommode du courant dominant largement inchangé. Le progrès ne se ferait alors que par bribes et fragments, et non de façon *systémique** et en bloc. Un changement systémique implique de chercher des synergies entre tous les aspects de l'éducation :

**Innover
et collaborer
partout où cela
est possible**

aussi bien les attitudes, le cursus et la pédagogie que la gestion des établissements, la politique d'achat et d'utilisation des ressources, l'architecture et les liens avec les

communautés, en insistant sur des valeurs telles que la participation, l'appropriation, la démocratie, l'ouverture et l'environnement, et des buts d'apprentissages larges ayant trait à l'autonomie, la communauté, la flexibilité et la responsabilité.

Plutôt que de rester des microcosmes inconscients de la société non durable, toutes les institutions doivent chercher consciemment à devenir des microcosmes d'une société durable via une dynamique d'apprentissage

continu. Le but est de passer d'une pensée et d'une organisation fragmentée à une pensée holistique et à une organisation globale. Il s'agit de réaffirmer la confiance dans les gens et les étudiants, de récupérer l'espace pour réfléchir, innover et collaborer partout où cela est possible.

Gestion du bâti et vie locale au centre du plan britannique

23 septembre 2003 : le secrétaire d'Etat à l'éducation au Royaume-Uni, Charles Clarke, rend public le Plan d'action britannique de développement durable pour l'éducation et les compétences. Ce plan insiste sur la sensibilisation des responsables de l'éducation – directeurs d'école et enseignants – et sur la gestion environnementale des bâtiments et des administrations scolaires. Il prévoit qu'à partir de 2003, tous les formateurs de nouveaux enseignants recevront une instruction spécifique sur le développement durable. Les directeurs d'école et les responsables de la formation professionnelle devront formuler, pour chaque établissement ou chaque métier, des stratégies pour intégrer le développement durable au plan d'études. La contribution du plan consiste à fournir des informations de base et des études des meilleures pratiques.

Le deuxième grand volet concerne la gestion des établissements scolaires, soit 5 % de la surface construite du Royaume-Uni. Il s'agit de réduire leur consommation d'eau et d'énergie et leur production de déchets. Les transports publics et le vélo seront promus au sein du personnel et les cantines et autres distributeurs de nourriture devront s'approvisionner localement.

Le plan n'entre pas dans des considérations pédagogiques ou dans le détail des contenus des cursus scolaires. Il fonde tous ses espoirs sur l'apprentissage qui peut résulter de la collaboration des écoles avec les forces sociales qui travaillent à la mise en place du développement durable. L'école est invitée à s'associer aux Agendas 21 locaux et aux lieux d'expérience de la durabilité au niveau local. L'accent doit être mis sur la participation des jeunes à la vie politique de leur communauté. Le plan reste néanmoins muet sur les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre.

LRD

Toute étape dans cette direction, aussi petite soit-elle, mérite d'être accomplie – et déclenche souvent d'autres changements bénéfiques. Quelle que soit l'action d'un individu, d'un groupe ou d'une institution, elle doit être réaliste et pratique compte tenu des contraintes. Mais il est très important qu'un ensemble d'attitudes liées à la durabilité et qu'une vision plus vaste de la direction à prendre la nourrissent. Le « visionnaire » et le « pratique » ont continuellement besoin de s'informer l'un l'autre.

Des pistes multiples

Au programme d'éducation pour la durabilité de l'Université South Bank, à Londres, les étudiants multiplient les pistes de travail : démocratie participative avec des locataires d'un lotissement à Londres, écoles en Thaïlande, programme de gestion de déchets pour élèves au nord de l'Angleterre, etc. En Afrique du Sud, un collègue met sur pied un orphelinat où l'on pratique l'agriculture bio-



logique. Au Brésil, une collègue pousse les enseignants à croire en eux-mêmes en dépit de la bureaucratie.

Bien des personnes travaillent dans des circonstances difficiles, et arrivent pourtant à faire une différence. Cela ouvre des voies pleines d'espoir, à mi-chemin entre l'optimisme naïf qui prétend qu'il suffit d'« éduquer »

sur l'environnement pour que, par un lien causal simple, tout aille bien, et l'idée démoralisante que « le système » est tellement mécanique, centralisé et fondé sur l'économie que toute action est peine perdue.

Œuvrer pour la durabilité est un processus d'apprentissage profond et continu qui doit inclure tout le monde. Selon les moments,

c'est un défi inquiétant, excitant, frustrant ou gratifiant. Le transport, la souveraineté alimentaire, l'économie rurale, le réchauffement du climat, la sécurité de l'emploi, la peur du crime, l'habitat... La communauté éducative et la société plus large doivent faire face ensemble à tous ces thèmes pour parcourir un chemin encore long. Faisons en sorte que cela soit possible. ■

Aux Pays-Bas, l'éducation pour le développement durable concerne les fonctionnaires

Les Pays-Bas sont les pionniers de l'éducation pour le développement durable en Europe. En 2000, après une décennie consacrée à l'éducation à l'environnement, le gouvernement lance le programme « Apprendre pour la durabilité ». Sa nouveauté est de donner plus de place à l'*éducation non formelle**. Des étudiants visitent des usines pour comprendre le type de pollution qui s'en dégage et les efforts des industriels pour la maîtriser, des paysans rencontrent des demandeurs d'asile, des jeunes organisent des animations publiques dans des rues fermées à la circulation. L'idée est de stimuler la discussion pour favoriser un apprentissage fondé sur l'expérience.

Le programme bénéficie d'un budget annuel important – 5 millions d'euros – et d'une très large assise institutionnelle. Des représentants de quatre ministères – agriculture, environnement, éducation, affaires étrangères –, de tous les niveaux de gouvernance – national, provincial, local –, des agences de bassin, des associations, des universités et des institutions éducatives siègent à son comité de pilotage. La nouvelle phase, de 2004 à 2010, s'attaque à l'éducation des élus et des administrations. Il s'agit d'apprendre aux décideurs et aux fonctionnaires à tenir compte des conséquences de leurs politiques et actions sur l'ensemble des aspects du développement durable, un réflexe contraire à leur approche sectorielle.

Le travail dans l'*éducation formelle** est toutefois loin d'être fini. Le déplacement des objectifs du système éducatif néerlandais depuis l'acquisition de connaissances vers le développement de compétences ouvre de nouvelles perspectives. L'idée que l'école éduque des jeunes compétents pour s'engager en tant que citoyens n'est plus le rêve de quelques idéalistes.

LRD

POUR ALLER PLUS LOIN

Site du programme d'éducation pour la durabilité de l'Université South Bank : www.dfes.gov.uk/sd/

Site du plan britannique pour l'éducation au développement durable : www.dfes.gov.uk/sd/

Site de l'initiative de Baltic 21 : www.ee/baltic21/

Site du programme « Apprendre pour la durabilité » (en néerlandais) : www.lerenvoorduurzaamheid.info

BIBLIOGRAPHIE

STERLING S. *Sustainable Education: re-visioning learning and change*, Schumacher Briefing no 6, Green Books, Totnes, 2001.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE (UNESCO). *EDUCATION FOR SUSTAINABILITY – From Rio to Johannesburg: Lessons learnt from a decade of commitment*, PARIS, 2002.